



**Règlement
By-law**

No 3292

**Subvention à la restauration des
bâtiments résidentiels.**

**Subsidy for the restoration of
residential buildings.**

A une séance du Comité exécutif de la Ville de Montréal tenue le 24 mars 1966, et à la séance du Conseil de la Ville de Montréal tenue le 12 avril 1966,

At a meeting of the Executive Committee of the City of Montreal held on March 24, 1966, and at the meeting of the Council of the City of Montreal held on April 12, 1966,

Il est décrété et statué comme suit :

It was ordained and enacted as follows :

ARTICLE 1. — Domaine d'application

ARTICLE 1. — Application

Les dispositions du présent règlement s'appliquent aux *immeubles résidentiels* situés dans la *Ville* à l'exclusion, toutefois, de ceux :

The provisions of this by-law apply to *residential properties* located in the *City*, except, however, those :

a) que la *Ville* a décidé ou décide de réserver pour des fins municipales en décrétant une modification au plan général de la *Ville* ;

a) which the *City* has decided or may decide to reserve for municipal purposes by ordaining a modification to the general plan of the *City* ;

b) qui sont situés dans une zone décrétée industrielle par règlement de zonage.

b) which are located in an industrial area, as provided under a zoning by-law.

ARTICLE 2. — Exécution du règlement

Le directeur du service des Permis et Inspections est chargé de l'exécution du présent règlement.

ARTICLE 3. — Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur à compter du 1er mai 1966 dans les secteurs ci-après :

- a) le secteur compris entre l'avenue Atwater à l'ouest, les voies ferrées du Pacifique Canadien et la falaise au nord, la rue Guy à l'est, et le canal Lachine au sud, déclaré par le Conseil zone de rénovation urbaine à sa séance du 7 avril 1965 ;
- b) le secteur délimité par des lignes de tirets sur le plan no 1 ci-joint, lequel fait partie du présent règlement.

ARTICLE 4. — Définitions

Aux fins de l'interprétation du présent règlement, les termes qui sont écrits en italique ont la signification qui leur est donnée dans la terminologie du règlement no 3122, chapitre 2.

De plus :

Travaux de restauration signifie l'ensemble des ouvrages à

ARTICLE 2. — Enforcement of the by-law

The Director of the Permits and Inspections Department is responsible for the enforcement of this by-law.

ARTICLE 3. — Coming into force

This by-law shall come into force on May 1, 1966, in the following sectors :

- a) the sector bounded by Atwater Avenue on the west, the Canadian Pacific Railway lines and the cliff on the north, Guy Street on the east, and the Lachine Canal on the south, which was declared an urban renewal area by Council at its meeting of April 7, 1965 ;
- b) the sector delimited by dashed lines on the attached Plan No. 1 which forms part of this by-law.

ARTICLE 4. — Definitions

For the purpose of interpreting the present by-law, the terms written in italic type shall have the meaning given to them in the definitions contained in By-law No. 3122, Chapter 2.

In addition :

Restoration works means all the works to be carried out in

exécuter pour rendre tout *bâtiment principal* conforme aux normes d'habitabilité établies par le règlement no 3122.

order to make a *main building* conform to the standards of habitability established under By-law No. 3122.

ARTICLE 5. — Montant de la subvention

Le montant de la subvention ne doit, dans aucun cas, excéder vingt-cinq pour cent (25%) du coût réel des *travaux de restauration*, ni le sixième de la valeur réelle du bâtiment restauré, telle qu'elle est inscrite pour la première fois au rôle d'évaluation.

ARTICLE 5. — Amount of the subsidy

The amount of a subsidy shall in no case exceed twenty-five per cent (25%) of the actual cost of the *restoration works*, or one-sixth of the actual value of the restored building, as entered for the first time in the valuation roll.

Le *directeur* est habilité à établir un montant provisoire de ladite subvention en se basant sur une estimation provisoire du coût des *travaux de restauration*.

The *Director* has authority to set a temporary amount for such a subsidy on the basis of a temporary estimate of the cost of the *restoration works*.

La somme totale des subventions accordées au cours d'un exercice fiscal ne doit pas être plus élevée que le montant de la dépense prévue à cette fin au budget de cet exercice.

The aggregate amount of subsidies granted during any fiscal year shall not exceed the amount of expenditure provided for such purpose in the budget of that fiscal year.

Le Comité exécutif doit donner la préférence aux travaux de restauration qui contribuent à loger les familles qui ont le plus grand nombre d'enfants.

The Executive Committee shall give preference to those restoration works which contribute to the lodging of families with the largest number of children.

ARTICLE 6. — Eligibilité

Tout propriétaire d'un *immeuble résidentiel* situé dans un des secteurs de la *Ville* décrits à l'article 3 qui précède et dont le *bâtiment principal* est jugé non conforme par le *directeur* quant aux normes

ARTICLE 6. — Eligibility

Any owner of a *residential property* located in one of the sectors of the *City* described in the preceding Article 3 and whose *main building* is deemed by the *Director* not to conform with the standards

d'habitabilité établies par le règlement no 3122, peut présenter une demande de subvention selon les dispositions du présent règlement et aux conditions énumérées ci-après :

- a) l'immeuble résidentiel doit être situé dans un secteur où les bâtiments résidentiels sont autorisés en vertu des dispositions des règlements de zonage en vigueur ;
- b) lorsque les dispositions des règlements de zonage en vigueur permettent une occupation mixte, seule la partie résidentielle du bâtiment, au moment de la demande de subvention, peut faire l'objet de ladite subvention et à condition d'être occupée aux mêmes fins après restauration ;
- c) le coût des travaux de restauration ne doit pas être moindre que deux mille (\$2,000) dollars.

ARTICLE 7. — Demande de subvention

Le propriétaire d'un immeuble visé à l'article 6 qui désire se prévaloir des dispositions du présent règlement doit présenter sa demande de subvention sur la formule fournie à cet effet par le directeur.

Pour être recevable, la demande doit être accompagnée des documents suivants :

of habitability set in By-law No. 3122, may apply for a subsidy in accordance with the provisions of this by-law, subject to the conditions mentioned hereunder :

- a) the residential property must be located in a sector where residential buildings are permitted under the provisions of the zoning by-laws in force ;
- b) when the provisions of the zoning by-laws in force permit a mixed occupancy, only the residential section of the building, at the time a subsidy is applied for, may be the subject of the said subsidy, on condition that its occupancy remains the same after restoration ;
- c) the cost of the restoration works shall not be less than two thousand (\$2,000) dollars.

ARTICLE 7. — Application for a subsidy

The owner of a property referred to in Article 6 who wishes to avail himself of the provisions of this by-law shall submit his application for a subsidy on the form supplied for such purpose by the Director.

To be admissible, an application shall be accompanied by the following documents :

- | | |
|---|--|
| <p>a) une preuve démontrant qu'il est le dernier propriétaire enregistré de l'immeuble ;</p> <p>b) une preuve, dans le cas où un mandataire agit pour un propriétaire, à l'effet qu'il est réellement habilité à le faire ;</p> <p>c) une demande de permis relative aux travaux de restauration, conformément aux stipulations des règlements en vigueur ;</p> <p>d) une preuve de capacité financière d'exécuter les ouvrages décrits dans la demande de permis ;</p> <p>e) toute autre preuve jugée nécessaire par le directeur.</p> | <p>a) proof that the applicant is the last registered owner of the property ;</p> <p>b) proof, if the owner is represented by an agent, that the latter is duly authorized to represent the owner ;</p> <p>c) a permit application for restoration works in accordance with the provisions of the by-laws in force ;</p> <p>d) proof of financial ability to carry out the works described in the permit application ;</p> <p>e) any other proof as may be deemed necessary by the Director.</p> |
|---|--|

ARTICLE 8. — Acceptation ou refus d'une demande

Le directeur transmet au Comité exécutif dans les trente (30) jours de sa réception, toute demande de subvention recevable et lui recommande aux conditions inscrites dans son rapport, d'approuver l'octroi d'un montant à titre de subvention provisoire.

Le directeur informe le propriétaire, par pli recommandé, de la décision du Comité exécutif et lui indique le montant de l'octroi provisoire approuvé.

ARTICLE 8. — Acceptance or refusal of an application

The Director shall forward to the Executive Committee any admissible application for a subsidy within thirty (30) days from receipt and shall recommend that the said Committee approve the granting of a temporary amount for the subsidy, subject to the conditions mentioned in his report.

The Director shall, by registered mail, inform the owner of the decision taken by the Executive Committee, and indicate the temporary amount approved for the subsidy.

ARTICLE 9. — Modalités de versement de la subvention

Un premier montant correspondant au tiers ($\frac{1}{3}$) du montant provisoire de la subvention est versé au propriétaire sur rapport du *directeur* attestant que les *travaux de restauration* sont en cours.

Un deuxième montant correspondant à un autre tiers ($\frac{1}{3}$) du montant provisoire de la subvention est versé au propriétaire sur rapport du *directeur* attestant que les *travaux de restauration* sont terminés et jugés conformes aux exigences des règlements en vigueur.

Dans les trente (30) jours suivant la date où la valeur réelle du bâtiment restauré est inscrite pour la première fois au rôle d'évaluation, le *directeur* établit le montant réel de la subvention et la différence, s'il en existe une, entre ce montant et la somme des versements déjà effectués est versée au propriétaire.

ARTICLE 10. — Rajustement du montant de la subvention

Dans le cas où le montant provisoire de la subvention est inférieur au montant réel visé à l'article précédent, le *directeur* recommande au Comité exécutif d'accorder le montant complémentaire.

ARTICLE 9. — Conditions governing the payment of the subsidy

A first instalment corresponding to one-third ($\frac{1}{3}$) of the temporary amount of the subsidy shall be paid to the owner upon report from the *Director* attesting that the *restoration works* are underway.

A second instalment corresponding to another third ($\frac{1}{3}$) of the temporary amount of the subsidy shall be paid to the owner upon report from the *Director* attesting that the *restoration works* are completed and are deemed to conform to the requirements of the by-laws in force.

Within thirty (30) days following the date on which the actual value of the restored building is entered for the first time in the valuation roll, the *Director* shall determine the actual amount of the subsidy and, in the event of a difference between the said amount and the total amount of the payments already made, such difference shall be paid to the owner.

ARTICLE 10. — Adjustment in the amount of the subsidy

If the temporary amount of the subsidy is less than the actual amount referred to in the preceding article, the *Director* shall recommend that the Executive Committee grant a supplementary

lequel est alors versé au propriétaire.

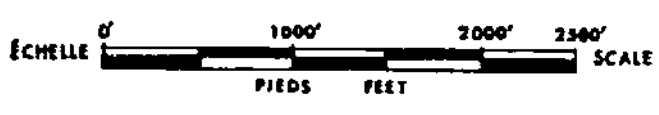
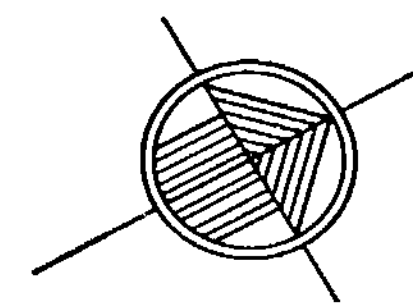
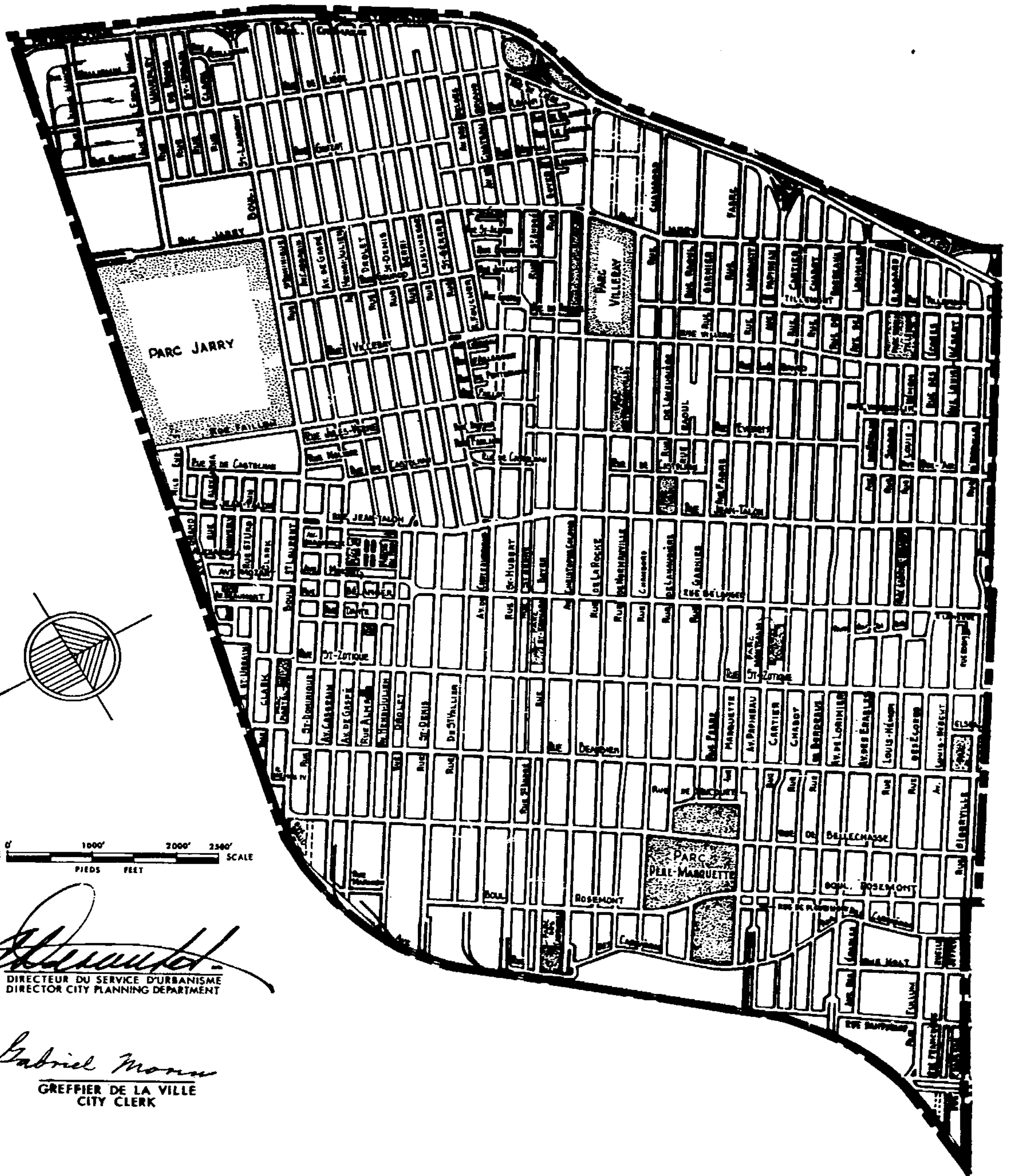
Dans le cas où la somme des versements effectués à titre de tranches du montant provisoire dépasse le montant réel de la subvention, le propriétaire est tenu d'effectuer le remboursement du trop-perçu dans un délai ne dépassant pas trente (30) jours de la date de l'avis transmis à cet effet par le *directeur*.

amount which shall then be paid to the owner.

In the event that the aggregate amount of the payments made as portions of a temporary amount of the subsidy might exceed the actual amount of the subsidy, the owner shall be required to reimburse the excess payment within a period not exceeding thirty (30) days from the date of the notice given to this effect by the *Director*.

VILLE DE MONTRÉAL
SERVICE D'URBANISME

CITY OF MONTRÉAL
CITY PLANNING DEPARTMENT



[Signature]
 DIRECTEUR DU SERVICE D'URBANISME
 DIRECTOR CITY PLANNING DEPARTMENT

[Signature]
 GABRIEL MORIN
 GREFFIER DE LA VILLE
 CITY CLERK

Ce plan fait partie intégrante du règlement no 3292 adopté par le conseil le 12 avril 1966.

This plan is an integral part of By-law No. 3292 adopted by the Council on April 12, 1966.

LE MAIRE,

Jaussepeau

LE GREFFIER DE LA VILLE,

R. Bouchard
POUR LA VILLE DE MONTREAL.

Montréal, le 14 avril 1966.